



Issy-les-Moulineaux, le 4 Octobre 2013

A TOUTES FEDERATIONS

C/13/086

Objet : Nouvelle réglementation des armes de chasse

Monsieur le Président, Cher Collègue,

La nouvelle réglementation sur les armes de chasse est entrée en vigueur depuis le 6 septembre 2013. Les chasseurs vont probablement interroger les Fédérations sur ce sujet.

Pour vous permettre de répondre aux questions qui se présentent, vous trouverez ci-après, des Fiches récapitulantes les principaux aspects de ces nouvelles règles.

Les chasseurs qui auraient omis de déclarer leurs armes, rayées en particulier, disposent d'un délai de 6 mois pour se mettre en règle ou vérifier qu'ils détiennent bien leur déclaration ou leur enregistrement (si nécessaire dans ce dernier cas).

Ce même délai est donné aux Fédérations, pour vérifier également qu'elles sont en règle administrativement.

En cas de difficultés, nous sommes à votre disposition et vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sentiments les plus cordiaux.

Le Président



Bernard BAUDIN

PJ : Fiches récapitulatives – Nouvelle réglementation Armes de chasse

Dossier suivi par : Françoise PESCHADOUR

Fiche 1

Les nouvelles catégories de classement des armes de chasse

- Le classement des armes à feu - armes qui tirent un projectile par l'action de la combustion d'une charge propulsive, se fonde désormais sur le principe de dangerosité. Ce principe de dangerosité s'apprécie en combinant trois critères :

- la répétabilité du tir : à répétition automatique, semi-automatique ou manuelle ;
- la capacité de tir sans rechargement : le nombre de cartouches dans un chargeur ou le magasin ;
- la capacité de dissimulation de l'arme : arme d'épaule ou arme de poing.

- Sur la base de ce principe, la nouvelle nomenclature répartit les armes en quatre catégories. Ces quatre catégories simplifiées vont conditionner les règles d'acquisition et de détention des armes. Elles sont les suivantes :

A – Armes et munitions interdites.

B – Armes soumises à autorisation.

C – Armes soumises à déclaration.

D – Armes soumises à enregistrement et armes à détention libre.

- **D-1°** : Armes soumises à enregistrement : Cette catégorie comprend toutes les armes de chasse à canon lisse tirant un coup par canon.
- **D-2°** : Armes dont l'acquisition et la détention sont libres : Cette catégorie comprend les armes neutralisées, les armes historiques, les armes blanches, les armes à air comprimé d'une puissance à la bouche inférieure à 20 joules.

- Les armes de chasse sont classées en catégorie **C** ou **D 1°**

Une arme de chasse est une arme d'épaule dont la longueur totale est supérieure ou égale à 80cm et la longueur des canons supérieure ou égale à 45 ou 60 cm selon le mécanisme .

Le système d'alimentation d'une arme de chasse à répétition manuelle doit avoir une capacité n'excédant pas 11 coups (10 plus 1 dans la chambre). Le système d'alimentation de l'arme semi –automatique doit être inamovible et limité à 3 coups (2 plus 1 dans la chambre).

La nouvelle réglementation classe en **D1°**, les armes de chasse à un coup par canon lisse, toutes les autres armes de chasse sont classées en catégorie **C**, soit parce qu'elles ont un ou plusieurs canons rayés (y compris boyaudage), soit parce qu'elles ont un système de rechargement à répétition manuelle ou semi- automatique.

Les armes historiques dont le modèle est antérieur au 1 Janvier 1900 sont classées en catégorie **D2°** sauf exceptions pour celles qui sont classées dans la catégorie correspondant à leurs caractéristiques techniques (**A, B, C, D1°**).

Fiche 2

Les démarches de déclaration et d'enregistrement

La nouvelle réglementation instaure le principe du Guichet Unique pour les démarches à accomplir par le chasseur. La Préfecture du département de résidence devient la référence dans ce domaine.

Lors de l'acquisition d'une arme de chasse l'armurier effectuera la démarche pour le compte du chasseur.

La vente entre particuliers est également possible sous réserve de respecter certaines obligations : transmission du formulaire dit CERFA(1) une fois complété à la préfecture avec les pièces jointes, conservation des documents (copies des : permis de chasser, validation et pièce d'identité) par le vendeur pour une période de cinq ans.

Pour les chasseurs n'ayant pas ou plus en leur possession leur récépissé de déclaration ou d'enregistrement un délai de six mois à compter du 6 Septembre 2013 leur est donné pour effectuer les démarches en Préfecture.

Qu'il s'agisse d'une arme soumise à déclaration(2) ou à enregistrement(3), ils devront compléter un formulaire CERFA sur lequel figureront les informations relatives à l'arme, objet de cette démarche, en précisant en particulier ses caractéristiques :

Type d'arme, marque, modèle, calibre, fabricant, mode de percussion, système d'alimentation, type et nombre de canons, longueur de l'arme et des canons, nombre de coups ...

Après vérification de leur situation au regard du FINIADA (fichier des interdits d'armes), en particulier, la Préfecture leur délivrera un récépissé de déclaration ou d'enregistrement à conserver précieusement.

Les préfectures ont reçu des fiches techniques précises sur cette nouvelle réglementation pour leur permettre de guider les chasseurs dans leurs démarches.

¹ CERFA de vente entre particuliers : 14700-02

² CERFA de déclaration : 12650 -02

³ CERFA d'enregistrement : 14251 -03

Site internet des formulaires CERFA : www.interieur.gouv.fr

Fiche 3

Le nouveau régime de classement des armes de chasse.

| Caractéristiques des armes Nouveau régime | Nouveau régime d'acquisition | Nouvelles catégories |
|---|--|-------------------------|
| Armes longues d'épaule à canon lisse ou à canon rayé à répétition manuelle ou semi-automatiques. Armes à un coup par canon dont un au moins est rayé. Armes classées par arrêté.* | Déclaration | C |
| Armes à rayure dispersante ou boyaudage. | Déclaration | C |
| Armes longues rayées à percussion annulaire à rechargement manuel. | Déclaration | C |
| Armes d'épaule à un coup par canon lisse. Fusil à un coup par canon lisse, juxtaposé ou superposé. | Enregistrement si acquisition après le 1er décembre 2011 | D-1° |
| Armes d'épaule à un coup par canon lisse. Fusil à un coup par canon lisse, juxtaposé ou superposé. | Libre si acquisition avant le 1er décembre 2011 | D-1° |
| Armes blanches. Armes neutralisées. Armes de collection antérieures à 1900 (sauf exceptions). Carabines à air comprimé d'une puissance maximale de 20 joules. | Libre | D-2° |

***À noter :** sont classés en B : les calibres 7,62 x 39 ; 5,56 x 45 ; 5,45 x 39 Russe ; 12,7 x 99 ; 14,5 x 114. Les fusils à pompe à canon lisse, les carabines à verrou et à répétition manuelle en 7,62 x 39 ou 5,56 x 45 (ou 223) sont également classés en B. Les armes classées en B ne sont pas accessibles avec un permis de chasser validé.

A noter : les chasseurs disposent d'un délai de 6 mois à compter du 6 septembre 2013 pour effectuer ou vérifier qu'ils ont effectué les démarches de déclaration ou d'enregistrement des armes (si nécessaire dans ce dernier cas). Pour les armes boyaudées ce délai est de 5 ans.

Fiche 4

Les règles d'acquisition et de détention pour les armes de chasse

| Acquisition | | | Détention |
|---------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| Catégorie de l'arme | Titre permanent du permis de chasser | Validation pour l'année en cours ou précédente | Titre permanent du permis de chasser |
| <i>C</i> | ✓ | ✓ | ✓ |
| <i>D-1°</i> | ✓ | ✓ | ✓ |
| <i>D-2°</i> | <i>Libre</i> | <i>Libre</i> | <i>Libre</i> |

Fiche 5

Les règles d'acquisition et de détention des munitions de chasse.

Les munitions suivent le même régime administratif que l'arme et sont réparties dans les rubriques déclaration et enregistrement. Ces rubriques renvoient uniquement aux documents à produire par le chasseur acquéreur. Il n'y a aucune démarche administrative à faire en préfecture pour les munitions.

| Catégorie de classement des munitions correspondant au régime de classement des armes | Documents à présenter (✓) | | | Quotas d'acquisition et de détention | |
|--|--------------------------------------|--|------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|
| | Titre permanent du permis de chasser | Validation de l'année en cours ou précédente | Récépissé de déclaration de l'arme | Quota par arme détenue | Quota sans arme détenue |
| C - Déclaration C - 6° <ul style="list-style-type: none"> - 25-20 Winchester (6, 35 x 34 R) ; - 32-20 Winchester (8 x 33 Winchester) ou 32-20-115; - 38-40 Remington (10,1 x 33 Winchester) ; - 44-40 Winchester ou 44-40-200 ; - 44 Remington magnum ; - 45 Colt ou 45 long Colt. | ✓ | ✓ | ✓ | 1 000 | 500 |
| C - 7° <ul style="list-style-type: none"> - 7,5 x 54 MAS ; - 7,5 x 55 Suisse ; - 30 M1 (7,62 x 33) ; - 7,62 x 51 ou (7,62 x 51 OTAN) ou 308 Winchester ou 308 OTAN ; - 7,92 X 57 Mauser ou 7,92 x 57 JS ou 8 x 57 J ou 8 x 57 JS ou 8 mm Mauser ; - 7,62 x 54 R ou 7,62 x 54 R Mosin Nagant ; - 7,62 x 63 ou 30,06 Springfield ; - 303 British ou 7,7 x 56. | ✓ | ✓ | ✓ | 1 000 | 500 |
| C - 8° <ul style="list-style-type: none"> - Autres munitions | ✓ | ✓ | — | — | 500 |
| D - Enregistrement D - 1° - c) munitions | ✓ | ✓ | — | — | 500 |
| D - 2° | Libre | Libre | — | — | — |

Fiche 6

Les cas particuliers : le fusil à pompe et la 22LR

| Armes concernées | Catégorie de classement | Utilisation à la chasse |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Fusil à pompe à canon lisse | B | Interdit |
| Fusil à pompe à canon lisse avec autorisation viagère modèle 13 (article 116 du décret du 6 Mai 1995) | B | Autorisé si modèle 13 |
| Fusil à pompe à canon rayé | C | Autorisé |
| | | |
| 22 LR semi-automatique | B | Interdit |
| 22 LR semi-automatique (*) avec autorisation viagère modèle 13 (article 116 du décret du 6 Mai 1995) | B | Autorisé si modèle 13 |
| 22 LR à rechargement manuel (*) | C | Autorisé |

(*) Dans les limites, en particulier, des restrictions de l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié et, le cas échéant, des arrêtés préfectoraux.

A noter : Pour ces détenteurs d'une autorisation modèle 13, ne pas oublier que l'arme étant classée en catégorie **B** (soumise à autorisation) les conditions de stockage (coffre-fort ou armoire fermée à clef) et de transport (sous étui fermé à clef) spécifiques à cette catégorie doivent être respectées. Lors de ses déplacements le chasseur doit être muni de son autorisation modèle 13 (seule autorisation valable).

Fiche 7

Les conditions de stockage et de transport des armes de chasse

• Au domicile aussi bien qu'à la cabane de chasse les armes doivent être déchargées et conservées afin d'éviter l'usage de ces armes par des tiers. Les chasseurs doivent les conserver soit :

- dans des coffres-forts ou des armoires fortes adaptées
- par démontage d'une pièce essentielle de l'arme la rendant immédiatement inutilisable par exemple longuesse ou culasse conservées à part
- tout autre dispositif empêchant l'enlèvement de l'arme (enchaînement sur des râteliers, passage d'un câble dans les pontets, verrou de pontet)

Les munitions doivent être conservées séparément dans des conditions interdisant l'accès libre.

• Lors du transport vers le lieu de chasse ou pour aller chez l'armurier l'arme doit être déchargée et placée sous étui fermé à clef ou l'arme munie d'un verrou de pontet ou un élément essentiel démonté et conservé séparément de l'arme

Les munitions doivent être rangées séparément de l'arme et non immédiatement accessibles (par exemple : étui distinct de l'arme et fermé à clef). L'objectif doit être d'interdire l'accès libre aux munitions.

C'est le permis de chasser qui vaut titre de transport légitime de l'arme de chasse.

Fiche 8

Le vol, le changement de résidence, la succession

Le vol ou la perte d'une arme de chasse quelle que soit sa catégorie de classement (**C** ou **D1°**) doit être signalé dans les plus brefs délais à la gendarmerie ou au commissariat de police du lieu de résidence.

Le changement de domicile à destination d'un autre département doit faire l'objet d'une déclaration à la préfecture du nouveau lieu de résidence.

En cas de succession par un destinataire qui n'est ni chasseur ni détenteur d'une licence de tir sportif et si cette personne souhaite conserver l'arme, elle devra en faire la déclaration en préfecture et joindre un certificat médical délivré par son médecin traitant et datant de moins d'un mois.

Fiche 9

Les peines encourues en cas d'infraction

Quelques exemples des nouvelles dispositions pénales.

Les infractions suivantes sont punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4e classe forfaitaires (les mentions « armes et munitions » englobent également ce qui concerne les éléments d'armes et de munitions). À ce jour, le montant d'une contravention de 4e classe est de **750 €**.

Mineurs chasseurs

Tout mineur de moins de 18 ans qui acquiert une arme ou des munitions des catégories C et D-1°. Tout mineur de plus de 16 ans qui détient une arme ou des munitions des catégories C et D-1°, sans détenir un permis de chasser validé pour l'année en cours ou précédente.

Vol

Toute personne qui ne fait pas la déclaration de perte ou de vol d'une arme et des munitions des catégories C et D-1°.

Changement de domicile

Toute personne qui transfère son domicile dans un autre département sans faire la déclaration des armes détenues en C et D-1° (sauf armes acquises avant le 1er décembre 2011 et classées en D-1°) à la Préfecture de son nouveau lieu de résidence.

Cession

Toute personne qui transfère la propriété d'une arme soumise à déclaration ou à enregistrement (C et D-1°) sans avoir accompli les formalités nécessaires.

Mise en possession

Toute personne qui entre en possession d'une arme de la catégorie (C ou D-1°) sans faire la déclaration correspondante.

Systèmes d'alimentation

Toute personne qui acquiert ou détient plus de 10 systèmes d'alimentation par arme à l'issue de la période transitoire.

Munitions

Toute personne qui acquiert des munitions du 8° C et c) du D-1° sans présentation du permis de chasser accompagné de la validation de l'année cynégétique en cours ou précédente. Toute personne qui acquiert des munitions des 6° et 7° du C sans présentation du récépissé de l'arme détenue et du permis de chasser validé pour la saison en cours ou précédente. Toute personne qui acquiert ou détient plus de 1 000 munitions pour une arme des catégories 6° et 7° C. Toute personne qui détient plus de 500 munitions des catégories 6°, 7°, 8° du C et du D-1° sans détenir l'arme correspondante.

Conservation

Toute personne qui ne conserve pas les armes et les munitions conformément aux règles.